

**Avis d'enquêtes parus dans « Provence » et « Vaucluse »
 mis sur le site de la CCE_LRV
 Bilans 2012 - 2013 - 2014**

Enquête et CE	2012	2013	2014
0 enquête	-----	36 CE	29 CE
1 enquête	26 CE	22 CE	31 CE
2 enquêtes	8 CE	23 CE	11 CE
3 enquêtes	9 CE	3 CE	1 CE
4 enquêtes et +	0 CE	1 CE	0 CE
-	+ 3 inconnus, 4 commissions	+ 3 inconnus, 4 commissions, 4 CE « non 84 »	+ 1 inconnu, 7 commissions, 1 CE « non 84 »
Total	- 77 enquêtes - 81 CE agréés	- 92 enquêtes - 85 CE agréés	- 65 enquêtes - 80 CE agréés

Enquête par catégorie d'enquête	2012		2013		2014	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Urbanisme: PLU, POS, carte communale, SCOT, PLH, zonage assainissement et eaux pluviales, Plan gestion déchets	42	54	40	43	27	42
DUP, enquête parcellaire, expropriation	3	4	12	13	11	17
Classement, déclassement parcelles (voiries, autres...)	13	17	19	21	7	11
Installations classées pour la protection environnement, autorisation d'exploiter (entreprise, agricole) - ICPE	7	9	6	7	2	3
Loi sur l'eau: protection captage, autorisation prélèvement, station d'épuration, autorisation rejet, aménagement rivière, travaux d'entretien	7	9	6	7	6	9
Plan prévention de risques: inondation, feux de forêt... – PPR*	2	2	2	2	1	1
Autres: Photovoltaïque, Eolienne, Servitudes radioélectriques, aménagement rural...	3	4	7	7	10	15

Enquête par type d'ordonnateur	2012		2013		2014	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Commune	50	65	52	56	26	40
Etat - Préfecture	24	31	34	37	36	55
Communauté communes, Syndicat intercommunal, agglomération...	3	4	5	5	1	1
Département - Conseil général	0	0	1	1	1	1
inconnu					1	1

ooo

Recherche personnes pour enregistrer les avis figurant sur d'autres journaux du département du Vaucluse: « Petites affiches du Vaucluse », « le Comtadin »...

ooo

Quelques observations émises à la suite de l'enregistrement des avis d'enquête parus dans « Provence » et « Vaucluse » en 2012, 2013 et 2014.

1) Ces avis d'enquête concernent la quasi-totalité des enquêtes réalisées dans le Vaucluse. Mais certaines communes font paraître les avis dans d'autres journaux hors département ou des journaux d'annonce spécialisés... Ils échappent donc à l'enregistrement fait par la Compagnie des CE Languedoc-Roussillon-Vaucluse: CCE_LRV.

2) Le nombre d'avis d'enquête diminue fortement en 2014: -31%, conséquence des élections municipales et de la crise économique mais le nombre de CE agréés diminue également (-5). **Le nombre d'avis par CE diminue donc: 0,8 contre 1,1 en 2013, 0,95 en 2012.**

3) **37% des CE n'ont pas réalisé d'enquête en 2014** contre 42% en 2013. Une diminution bienvenue mais insuffisante...

4) **Beaucoup d'avis comportent des erreurs manifestes**: pas de nom de CE (3 en 2012 et 2013, 1 en 2014), objets non détaillés, pas d'indication de permanence, de lieux, d'horaire... La promulgation des nouveaux textes n'empêche rien... Attention, ceci peut être la source de contentieux judiciaires car « l'autorité organisatrice de l'enquête doit établir l'arrêté d'enquête en concertation avec le CE ».

5) Maintien des enquêtes en provenance de l'Etat mais chute de la proportion des enquêtes diligentées par les collectivités locales.

6) La grande majorité des désignations des CE (70%) est faite par le Tribunal Administratif; mais 25% le sont par d'autres instances : préfet et collectivités locales.